LEADING SWISS AGENCIES

Recommandation LSA

Le secteur de la communication s'engage en faveur de la transparence des lobbies
L'accompagnement et le conseil dans le domaine des affaires publiques et du lobbying par les agences de communication est de plus en plus demandé par les entreprises, les associations et les organisations à but non lucratif en Suisse. Parallèlement, on observe une tendance à la standardisation et à la professionnalisation de l'offre en matière de lobbying.

Cette évolution se traduit également par un questionnement éthique et politique du secteur de la communication sur son propre rôle et sur la transparence dont il doit faire preuve. La transparence évoquée ici concerne les mandats d'affaires publiques, c'est-à-dire les mandats de conseil qui permettent d'entretenir des contacts avec les parties prenantes politiques et d'influer, directement ou indirectement, le processus législatif parlementaire.

Dans le cadre des mandats relevant des affaires publiques, LSA adhère - en plus du respect du Code de Lisbonne - aux principes suivants :

1. LSA s'engage pour une **représentation politique transparente et professionnelle des intérêts** des entreprises, des associations et des organisations à but non lucratif, que ce soit directement par ces organisations ou grâce au soutien d'agences. A cette fin, les membres LSA sont tenus d'indiquer de manière transparente leurs mandats d'affaires publiques. D'une part, au cas par cas, lors de la prise de contact avec les parties prenantes politiques, d'autre part, en publiant de manière transparente tous leurs mandats d'affaires publiques. Cela peut se faire soit par l'adhésion individuelle des conseillers responsables des affaires publiques à l'association professionnelle SSPA (et l'obligation de publication qui en découle), soit par la publication des mandats d'affaires publiques sur le site Internet de l'agence.

2. LSA est également favorable, au niveau fédéral, à une **accréditation officielle des lobbyistes par les services du Parlement** et à la création d'un registre des lobbyistes, accessible au public, qui y serait lié.

Mars 2023

LEADING
SWISS AGENCIES